



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
28 juin 2019  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

#### Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

#### Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-neuvième session

### Projet de rapport

*Rapporteur* : M. Jun Yamada (Japon)

#### Additif

### Questions relatives au programme : projet de budget- programme pour l'exercice 2020

[Point 3 a)]

#### Programme 20

#### Droits de l'homme

1. À sa 20<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2019, le Comité a examiné le programme 20 (Droits de l'homme) du projet de plan-programme pour 2020 et les informations sur l'exécution du programme en 2018 [A/74/6 (Sect.24)]. Il était saisi également d'une note du Secrétariat sur l'examen du projet de plan-programme par les organes sectoriels, techniques et régionaux parue dans le document de séance portant la cote [E/AC.51/2019/CRP.1/Rev.2](#).

2. Le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme et la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme ont présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

#### Débat

3. Les délégations se sont dites satisfaites du programme et des activités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), auxquels elles ont apporté leur appui, et ont souligné l'importance du rôle de ce dernier dans la promotion et la protection de tous les droits de l'homme, dans le strict respect de la Charte des Nations Unies. Plusieurs délégations ont exprimé leur appui au projet de budget-programme pour l'exercice 2020 au titre du programme 20. Une délégation a salué la prise en compte des questions de genre dans le programme de travail.



Certaines délégations se sont félicitées de l'attention particulière accordée par le Haut-Commissariat aux personnes handicapées. Une question a été posée quant à la manière dont les responsables du programme assureraient la promotion des droits économiques, sociaux et culturels et dont ils entendaient concilier ces droits avec les droits civils et politiques.

4. Une délégation a salué les efforts du Haut-Commissariat pour rendre ses travaux plus transparents. La délégation a estimé que la pratique consistant à organiser des réunions d'information à Genève était une démarche utile aux fins du renforcement de la coopération entre les États Membres et le Haut-Commissariat ainsi que de l'amélioration de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Toutefois, elle a souligné que ces réunions ne devaient pas être uniquement l'occasion de collecter les vues des États Membres, mais qu'elles devaient être prises en compte dans la présentation du programme.

5. Soulignant que l'objectif du plan-programme était de mettre en lumière les aspects programmatiques et financiers du programme, la délégation a fait part de sa préoccupation devant le fait que dans le rapport l'expression « le programme 20 » avait été remplacée par « le Haut-Commissariat (le HCDH) » et a souhaité que l'on rétablisse l'expression « le programme 20 » dans l'ensemble du texte. Aux yeux de cette délégation, le plan-programme devrait mettre l'accent sur le projet de budget-programme pour l'exercice 2020 au titre du programme 20, et ne devrait pas porter sur les activités du Haut-Commissariat, qui faisait partie du Secrétariat et ne constituait pas une entité distincte. La délégation ne voyait pas l'intérêt des parties intitulées « Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018 » et « Principaux écarts et variations concernant les produits » et estimait en outre que l'évaluation des activités n'était pas le principal objectif du plan-programme. Elle s'est également interrogée sur l'inclusion de photographies dans le descriptif du programme, faisant valoir que cela ferait grimper le coût de production du document.

6. La délégation a en outre souligné que le Haut-Commissariat travaillait conformément au programme 20, et non l'inverse, et a alerté sur le fait que le Haut-Commissariat semblait outrepasser les limites de son mandat. Elle a déclaré que le Haut-Commissariat n'avait pas de rôle à jouer dans le renforcement des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies, organes conventionnels et Conseil des droits de l'homme compris, car c'était la prérogative des États Membres. À cet égard, la délégation a demandé que l'on revienne, dans le plan-programme, aux formulations précédemment utilisées.

7. Plusieurs délégations ont fait part de leur préoccupation face à l'introduction dans le rapport de nouvelles formulations remplaçant les termes ayant fait l'objet d'un accord entre les États Membres. Une délégation s'est déclarée préoccupée par le choix des termes employés dans la partie Orientations générales, et a souligné que les termes utilisés s'agissant du programme devaient être clairs et ne donner lieu à aucune ambiguïté. Se référant à la dernière phrase du paragraphe 24.1, qui se lit comme suit : « [Le Haut-Commissariat] contribue à ce que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 soit mis en œuvre conformément aux droits et aux obligations des États selon le droit international, notamment les instruments internationaux relatifs aux droits de la personne », cette délégation a estimé que cette contribution devrait être fournie d'une manière qui soit compatible avec les priorités nationales, étant donné que c'étaient les États Membres qui étaient responsables du programme.

8. Plusieurs délégations se sont inquiétées des termes « Les populations marginalisées, démunies et exclues » employés au paragraphe 24.7, et des précisions ont été demandées s'agissant de la pertinence de ces termes eu égard au programme et au mandat du Haut-Commissariat.

9. Une délégation s'est interrogée sur la pertinence de l'inclusion des informations sur les activités d'évaluation et d'auto-évaluation figurant aux paragraphes 24.13 et 24.14 du rapport et, à cet égard, a estimé que les évaluations n'ayant pas été approuvées par les organes intergouvernementaux compétents ne devaient pas orienter le programme. Une autre délégation s'est au contraire félicitée de l'inclusion d'informations sur les évaluations et auto-évaluations dans le projet de budget-programme pour l'exercice 2020.

10. En ce qui concerne la partie Stratégie pour 2020 et facteurs externes, une délégation a fait observer qu'il était déclaré dans le descriptif de programme que les objectifs des sous-programmes étaient fondés sur le droit international, et a fait valoir que ces objectifs devraient être guidés en premier lieu par le droit international des droits de l'homme, et ensuite seulement par le droit international humanitaire, en notant la distinction entre ces deux cadres juridiques. La délégation a fait observer que bien que ces deux cadres soient complémentaires, le droit international humanitaire ne s'appliquait que dans les situations humanitaires, alors que le droit international des droits de l'homme s'appliquait aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

11. Notant que des modifications avaient été apportées à la formulation des objectifs de tous les sous-programmes par rapport au budget-programme pour l'exercice biennal 2018 – 2019, une délégation s'est enquis des raisons de ces changements et a souhaité que l'on revienne aux formulations précédentes.

12. Concernant le sous-programme 1 (Intégration des droits de l'homme, droit au développement et recherche et analyse), une délégation a contesté l'emploi de termes ne faisant pas l'objet d'un consensus international, comme les références à une « approche du développement fondée sur les droits de l'homme », et demandé que ces références soient supprimées du rapport. Une autre délégation a quant à elle estimé que le fait qu'un concept ne figurait pas dans une résolution de l'Assemblée générale n'en interdisait pas l'utilisation dans d'autres documents et rapports. Plusieurs délégations ont noté qu'il n'y avait pas de consensus international sur la reconnaissance du droit au développement en tant que droit de l'homme. Une délégation s'est déclarée favorable au développement international sans pour autant reconnaître l'existence d'un droit universel au développement. Elle a rappelé à cet égard qu'il était fait référence dans l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme à « un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé et son bien-être ».

13. Une autre délégation s'est félicitée de l'inclusion dans le programme de travail de droits autres que les droits de la personne, et en particulier de celle du droit au développement. Elle a toutefois fait observer qu'il semblait y avoir un déséquilibre dans le traitement des différents droits compris dans le droit au développement, et a demandé des précisions sur cette question.

14. Une délégation s'est interrogée sur les activités menées dans le cadre du programme sur le commerce équitable et inclusif, notant que le libre-échange international et les accords commerciaux internationaux relevaient directement du mandat d'autres organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation internationale du Travail.

15. Concernant la mesure des résultats pour le résultat mis en évidence pour 2020 dans la partie Coup de projecteur consacrée au sous-programme 1 b) (Droit au développement), une question a été posée s'agissant du bien-fondé de la démarche consistant à démontrer le résultat par le nombre de rapports nationaux portant sur la réalisation des objectifs de développement durable soumis à titre volontaire dans lesquels il serait fait référence au droit au développement, étant donné que les rapports soumis à titre volontaire étaient par définition difficiles à anticiper. Certaines

délégations ont demandé s'il était prévu, dans le cadre du programme, de s'intéresser aux effets des mesures coercitives unilatérales sur le droit d'autres États d'exercer leur droit au développement.

16. Concernant le résultat mis en évidence pour 2018 dans la partie Coup de projecteur consacrée au sous-programme 1 c) (Recherche et analyse), une délégation a fait observer que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières n'avait pas été universellement soutenu et qu'il était donc inapproprié qu'il en soit fait la promotion dans le cadre du programme. À cet égard, toutefois, aucune objection n'a été formulée concernant l'assistance fournie dans le cadre du programme aux pays, à leur demande, en vue de faciliter la traduction et l'application du Pacte dans leurs plans nationaux respectifs.

17. S'agissant toujours du sous-programme 1 c), concernant cette fois le résultat mis en évidence pour 2020 dans la partie Coup de projecteur, une délégation a contesté l'inclusion du suivi de la situation des droits de l'homme dans le cadre du mandat assigné au programme et a demandé que les références y relatives soient supprimées du rapport. Une délégation a rappelé le paragraphe 4 f) de la résolution [48/141](#), dans laquelle l'Assemblée générale a décidé que le Haut-Commissaire ou la Haute-Commissaire avait, entre autres responsabilités, celle de « contribuer activement à écarter les obstacles et à régler les problèmes qui entrav[ai]ent actuellement la réalisation intégrale de tous les droits de l'homme ainsi qu'à empêcher que les violations des droits de l'homme ne persistent, où que ce soit dans le monde, comme indiqué dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne ». À cet égard, il a été noté que le suivi de la situation des droits de l'homme était un volet nécessaire de l'action du Haut-Commissaire ou de la Haute-Commissaire aux fins de l'exercice de cette responsabilité.

18. S'agissant du résultat escompté pour 2020 mis en évidence dans la partie Coup de projecteur consacrée au sous-programme 2 (Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme), notamment la partie Une réponse adaptée à la situation, des précisions ont été demandées concernant le taux des États parties qui s'acquittaient pleinement leurs obligations en matière de présentation de rapports aux organes conventionnels, qui ne s'élevait qu'à 17 %, et concernant les mesures correctives qu'il était prévu de prendre pour améliorer le respect des règles.

19. S'agissant du tableau 24.4, qui présente les produits retenus pour la période 2018 – 2020 au titre du sous-programme 2, une question a été posée concernant la diminution observée pour ce qui était de la documentation destinée aux organes délibérants et des services fonctionnels pour les réunions, reflétée et dans les produits prévus pour 2018 et dans les produits livrés cette même année, et une explication a été demandée quant à la raison pour laquelle les nombres prévus pour 2019 et 2020 étaient plus élevés.

20. Concernant le résultat escompté pour 2020 mis en évidence dans la partie Coup de projecteur consacrée au sous-programme 4 (Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires), une délégation a estimé que les responsables du programme n'avaient pas pour mandat d'influer sur les travaux des organes chargés des droits de l'homme, ni de renforcer ou d'améliorer les méthodes de travail des mécanismes relatifs à ces droits, ces missions demeurant des prérogatives des États.

21. Une délégation s'est déclarée favorable aux services de gestion des conférences qu'il était prévu de fournir au Conseil des droits de l'homme et aux organes conventionnels et a posé des questions concernant la prise en compte des risques de chevauchement des rôles des différents titulaires de mandat au titre des divers mécanismes relatifs aux droits de l'homme. Concernant la mesure des résultats pour

le résultat escompté pour 2020 mis en évidence dans la partie Coup de projecteur consacrée au sous-programme 4, la délégation a demandé des précisions sur le pourcentage de communications publiées conjointement par deux titulaires de mandat au titre de procédures spéciales ou plus qui était prévu pour 2020. Elle s'est également déclarée prête à travailler avec les responsables du programme à l'examen de la situation du système des organes conventionnels des droits de l'homme prévu en 2020 et à la réforme du Conseil des droits de l'homme prévue pour 2021.

22. Concernant le résultat escompté pour 2020 mis en évidence dans la partie Coup de projecteur consacrée à ce même sous-programme, une délégation a exprimé des réserves quant à l'inclusion de mandats par pays et de titulaires de mandat au titre de procédures spéciale au sujet desquels il n'existait pas d'accord et d'appui universels au niveau intergouvernemental. Une autre délégation a quant à elle exprimé son appui à tous les mandats relevant du programme 20, y compris les mandats par pays.

23. Dans la légende qui accompagne l'image illustrant le résultat obtenu en 2018 mis en évidence dans la partie Coup de projecteur consacrée au sous-programme 4, qui décrit les parlements comme l'une des branches des gouvernements, une délégation a demandé que le mot « gouvernements » soit remplacé par celui de « gouvernance ».

24. Une question a été posée quant à la manière dont étaient vérifiées les informations relatives aux violations présumées des droits de l'homme émanant d'entités extérieures, telles que les organisations non gouvernementales. Des informations ont été demandées sur la manière dont il était prévu d'utiliser les ressources extrabudgétaires conformément aux mandats confiés par les organes délibérants et dont on garantirait l'application du principe de responsabilité et la transparence dans l'utilisation de ces ressources.

25. Une délégation a fait remarquer une incohérence dans la traduction de l'expression « human rights » dans la version française du projet de budget-programme pour 2020, cette expression étant rendue tantôt par « droits de la personne » tantôt par « droits de l'homme », et a demandé que l'on applique une terminologie cohérente. Une autre délégation a estimé que bien que ces deux expressions soient utilisées en français et ne créent pas de confusion en l'espèce, il convenait d'utiliser systématiquement la terminologie convenue, s'il y en avait une, dans la traduction des rapports du Secrétaire général.

26. Il a été demandé si des déplacements dans des territoires non contrôlés par les autorités constitutionnelles de l'État concerné étaient prévus dans le cadre du plan-programme.